



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°13 – 24 janvier 2022

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- Grippe aviaire : l'épidémie se poursuit et un cas de contamination humaine a été détecté.
- Conférence de la NFU sur la sécurité alimentaire : les agriculteurs demandent au gouvernement de prendre sérieusement en compte la souveraineté alimentaire.
- Conclusion du premier véritable accord commercial post-Brexit avec l'Australie
- Publication des termes de référence de la Commission commerce et agriculture
- Le secteur britannique de l'alimentation et des boissons connaît une baisse importante et persistante de ses exportations.
- Le ministre de l'agriculture George Eustice précise les nouveaux dispositifs d'aide pour l'Angleterre.
- Sous la pression des filières, le gouvernement a prolongé la durée du visa de travailleur saisonnier jusqu'à la fin de 2024.
- Le gouvernement britannique a publié la réglementation secondaire supprimant l'exigence de certificats VI-1 pour les importations de vin au Royaume-Uni à compter du 1er janvier 2022.
- Accord de pêche entre la Norvège et le Royaume-Uni sur les accès et quotas
- Publication d'un guide des règles relatives à l'obligation technique de conservation et de débarquement pour 2022
- Le DEFRA a publié sa réponse à la consultation sur le renforcement du lien économique en Angleterre pour l'obtention du pavillon britannique par les bateaux de pêche
- Selon la NFU, la reconduction du quota d'importation à droit nul de sucre à raffiner pourrait entraîner le déclin de la betterave à sucre britannique.

IRLANDE

- Publication des résultats préliminaires du recensement agricole décennal de 2020
- Un amendement à la loi de 2014 sur les forêts devrait faciliter l'obtention de licences forestières.
- 1,7 millions d'euros seront investis par le ministère de l'Agriculture dans la recherche d'alternatives à l'utilisation de la tourbe.
- Publication du projet de programme d'action sur les nitrates et lancement de la consultation
- Entrée en vigueur du prix minimum sur les boissons alcoolisées au 4 janvier 2022

- Le nombre de bateaux de pêche en mer est resté quasiment stable en Irlande en 2020.
- Le ministre de l'Agriculture, Charlie McConalogue a écrit le 15 décembre à l'administration chinoise pour demander la levée de l'interdiction des importations de bœuf irlandais.
- Bord Bia lance des campagnes de promotion des produits irlandais à l'international
- Les travaux du Parlement européen sur des restrictions du transport des animaux inquiètent les éleveurs irlandais.
- Le gouvernement irlandais a soumis à la Commission son projet de Plan Stratégique National dans le cadre de la nouvelle PAC.

PAYS-BAS

- Le 10 janvier, le Premier ministre Mark Rutte a officiellement signé l'accord formel pour la formation du nouveau gouvernement néerlandais.
- L'épidémie de grippe aviaire se poursuit avec encore 6 cas détectés en élevage en décembre et janvier.
- Le syndicat de l'horticulture sous serre aux Pays-Bas attire l'attention sur l'impact des prix élevés du gaz.
- Malgré une baisse générale des exportations néerlandaises vers le Royaume-Uni, les exportations agricoles néerlandaises atteignent des records en 2021.
- Développement de bases de données connectées pour faciliter les formalités d'exportation vers la Grande-Bretagne
- D'après une étude de Bionext, les consommateurs sont prêts à payer un prix supplémentaire pour les produits bio.
- Les Pays-Bas ont transmis leur projet de Plan Stratégique National à la Commission, en parallèle du lancement d'une consultation publique

ROYAUME-UNI

Grippe aviaire : l'épidémie se poursuit et un cas de contamination humaine a été détecté.

Le Royaume-Uni connaît la plus grande épidémie de grippe aviaire de son histoire, qui a conduit à l'abattage de 500 000 volailles et autres oiseaux domestiques au cours des derniers mois. Depuis le début du mois de novembre, tout le pays est en zone de prévention, avec confinement des oiseaux et renforcement des mesures de biosécurité.

Par ailleurs, le 6 janvier, l'Agence britannique de sécurité sanitaire a [confirmé](#) un cas de grippe aviaire chez une personne dans le sud-ouest de l'Angleterre. La personne a contracté l'infection par contact très étroit et régulier avec un grand nombre d'oiseaux infectés, qu'elle a gardés à l'intérieur et autour de sa maison pendant une période prolongée.

Conférence de la NFU sur la sécurité alimentaire : les agriculteurs demandent au gouvernement de prendre sérieusement en compte la souveraineté alimentaire.

Le 14 décembre, la National Farmers' Union (NFU - principal syndicat agricole britannique) a organisé un sommet des organisations agricoles et alimentaires pour discuter de la sécurité alimentaire, appelant le gouvernement à s'engager sérieusement à maintenir le niveau d'autosuffisance de la Grande-Bretagne en matière de production alimentaire à 60%, et à

créer un environnement favorable aux entreprises. Les organisations ont notamment appelé le gouvernement à créer une chaîne d'approvisionnement résiliente et durable. Les problématiques de hausse des coûts de production, du manque de travailleurs, ainsi que la menace portée par les accords de libre-échange en cours de négociations ont été évoquées par les participants.

Conclusion du premier véritable accord commercial post-Brexit avec l'Australie

Six mois après l'annonce d'un accord de principe entre le Royaume-Uni et l'Australie, la ministre britannique au commerce, Anne-Marie Trevelyan, et son homologue australien, Dan Tehan, ont annoncé conjointement la [conclusion d'un accord commercial](#) à l'issue d'une réunion virtuelle le 16 décembre 2021.

Publication des termes de référence de la Commission commerce et agriculture

Le Department of International Trade a publié les [termes de référence](#) de la Trade and Agriculture Commission (TAC).

Le ministre du commerce international devra notamment demander l'avis de la TAC après la signature d'un accord de libre-échange. La TAC disposera alors d'au moins 3 mois pour préparer son avis sur la capacité de l'accord à permettre le maintien du niveau de protection britanniques sur l'environnement, le bien-être animal ou encore la santé animale et végétale.

Le secteur britannique de l'alimentation et des boissons connaît une baisse importante et persistante de ses exportations.

Dans son [rapport trimestriel](#) sur le commerce, la *Food and Drink Federation* indique que les exportations britanniques de produits alimentaires et de boissons ont diminué de 2,7 milliards de livres (-15,9 %) au cours des trois premiers trimestres de 2021 par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie. Cela est dû en grande partie à **une baisse des ventes à l'UE de 2,4 milliards de livres (-23,7 %)** résultant à la fois des conséquences du Brexit et des effets persistants de la pandémie de COVID-19.

Les exportations vers l'Irlande, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont été particulièrement touchées poursuivant ainsi la tendance observée au cours des quatre dernières années. Dans l'autre sens, les importations en provenance des Pays-Bas, de l'Irlande et de l'Allemagne ont été les plus touchées au cours des deux dernières tandis que la France a connu une légère hausse de 1,7 % depuis 2020.

Le ministre de l'agriculture George Eustice précise les nouveaux dispositifs d'aide pour l'Angleterre.

Ces annonces ont été faites lors d'une intervention à la conférence traditionnelle de rentrée Oxford Farming.

En remplacement des aides de la PAC, l'*Agriculture Act* adopté fin 2020 prévoit la mise en place des *Environmental Management Schemes* (ELM), permettant d'effectuer la transition avec le système des paiements directs. Ces dispositifs contiennent 3 volets : *Sustainable*

Farming Incentive, *Local Nature Recovery* et *Landscape Recovery*.

Les agriculteurs, et notamment la *National Farmers' Union*, ont exprimé leur craintes. Ils considèrent que ces dispositifs sont déséquilibrés en ne traitant que la question environnementale et non l'enjeu de production et de souveraineté alimentaire, ce qui pourrait conduire à terme à baisser la production britannique et donc à augmenter les importations.

Sous la pression des filières, le gouvernement a prolongé la durée du visa de travailleur saisonnier jusqu'à la fin de 2024.

Il y aura 30 000 visas disponibles à partir de 2022, avec la possibilité d'augmenter de 10 000 si nécessaire, pour permettre aux travailleurs étrangers de venir au Royaume-Uni pour une durée maximale de six mois afin de cueillir des cultures comestibles et, pour la première fois, ornementales. Le gouvernement a également indiqué que le nombre de visas commencera à diminuer progressivement à partir de 2023 et a demandé au secteur d'améliorer les salaires et les conditions de travail et, plus généralement, de réduire la dépendance à l'égard de la main-d'œuvre étrangère. La demande de travailleurs saisonniers pourrait atteindre 55 000 en 2022 en raison de la baisse du nombre de ressortissants de l'UE et des difficultés à recruter des travailleurs sur le marché intérieur.

Le gouvernement britannique a publié la réglementation secondaire supprimant l'exigence de certificats

VI-1 pour les importations de vin au Royaume-Uni à compter du 1er janvier 2022.

Le [texte](#), qui avait été annoncé dès l'été dernier, vise également à mettre en œuvre les dispositions de l'accord de commerce et de coopération en ce qui concerne le marquage des lots, la certification à l'importation et à l'exportation et d'autres dispositions commerciales transitoires.

Accord de pêche entre la Norvège et le Royaume-Uni sur les accès et quotas

Le 21 décembre, le Royaume-Uni a annoncé qu'il avait conclu un [accord](#) avec la Norvège sur l'accès et les quotas de pêche pour 2022.

Selon le DEFRA, cet accord permet au Royaume-Uni de pêcher plus de 7 000 tonnes de cabillaud dans l'Arctique, pour une valeur estimée à environ 16 millions de livres sterling, soit 1 500 tonnes de plus qu'en 2021.

Publication d'un guide des règles relatives à l'obligation technique de conservation et de débarquement pour 2022

Le 17 décembre, la MMO a regroupé dans [une même publication](#) toutes les règles et guides relatifs à l'obligation de débarquement pour 2022. A noter notamment des changements pour les « exemptions de survie » pour le sprat et le chinchard, la sole capturée et la baudroie.

Le DEFRA a publié sa réponse à la consultation sur le renforcement du lien économique en Angleterre pour l'obtention du pavillon britannique par les bateaux de pêche

Le DEFRA indique qu'à partir du 1er avril 2022, en Angleterre, les [critères pour prouver le lien économique](#) pour les bateaux de pêche couvriront trois possibilités (qui pourront être combinées) :

- Débarquement au UK de 70% du volume pêché ;
- Présence de 70% d'équipage résident au UK ;
- Transfert de quota représentant au minimum 20% (en £) de l'écart à la cible des 70% de débarquement.

Le DEFRA précise qu'une seconde phase de discussion pourra faire évoluer encore le dispositif dans les années à venir.

Selon la NFU, la reconduction du quota d'importation à droit nul de sucre à raffiner pourrait entraîner le déclin de la betterave à sucre britannique.

La NFU a critiqué la décision du gouvernement de prolonger de trois ans son contingent en franchise de droits de 260 000 tonnes pour les importations de sucre de canne brut, ce qui revient, selon la NFU à poursuivre l'autorisation des « importations de sucre produit selon des méthodes qui seraient illégales au Royaume-Uni ». Le président de NFU Sugar avertit que cette prolongation, associée à la libéralisation complète du sucre dans l'accord commercial

entre le Royaume-Uni et l'Australie, pourrait entraîner le déclin permanent de l'industrie betteravière britannique.

Pour sa première année, le quota a été utilisé à 97% selon les données de la douane britannique (plus de 250 000 tonnes importées), avec les importations de sucre en provenance du Brésil qui ont augmenté de 217 % d'une année sur l'autre.

La NFU demande au gouvernement de réexaminer régulièrement ce quota et de mettre en place des exigences visant à garantir que le sucre importé dans le pays est produit selon des méthodes au moins équivalentes à celles attendues des agriculteurs britanniques.

IRLANDE

Publication des résultats préliminaires du recensement agricole décennal de 2020

Le [rapport préliminaire](#) présente quelques statistiques clés du tissu agricole irlandais. La Surface agricole utile (SAU) totale de l'Irlande est de 4,5 Mha en 2020, et a reculé de 0,5 Mha depuis le dernier recensement agricole. Le nombre d'exploitations a diminué d'environ 5 000, soit 3,4 %, au cours de la décennie 2010-2020, passant de 135 037 à 139 860. La SAU moyenne par exploitation a augmenté de 2,2%, passant à 33,4 hectares. Le recensement met également en lumière la problématique du renouvellement générationnel, avec 32,7% des exploitants agricoles ayant plus de 65 ans, et seulement 6,9 % de moins de 35 ans.

Un amendement à la loi de 2014 sur les forêts devrait faciliter l'obtention de licences forestières.

Le DAFM (ministère de l'agriculture) va présenter un amendement au Forestry Act de 2014, dans le but d'augmenter le nombre d'arbres plantés en Irlande. Il supprimera la nécessité d'une licence forestière pour les zones de moins de 1 ha et autorisera également la plantation d'arbres dans les zones humides. La nouvelle stratégie forestière devrait quant à elle être publiée en juin 2022, après une consultation qui prendra la forme d'une assemblée citoyenne en février-mars.

1,7 millions d'euros seront investis par le ministère de l'Agriculture dans la recherche d'alternatives à l'utilisation de la tourbe.

24 études ont été sélectionnées pour recevoir des subventions suite à un appel à projet lancé par le ministère. Le Teagasc, l'organisme de recherche agronomique irlandais, dirigera le projet de recherche "Beyond Peat", en collaboration avec des universités. Le projet se concentrera sur les bio-ressources organiques et les nouvelles technologies afin de développer des substituts de tourbe durables pour la production horticoles.

Publication du projet de programme d'action sur les nitrates et lancement de la consultation

Le ministère du Logement, et le ministère de l'Agriculture ont publié le 13 décembre le projet du [5ème programme d'action sur les nitrates](#). Une consultation publique est lancée en parallèle jusqu'au 26 janvier. Le programme devrait être finalisé début mars 2022 et couvrira la période 2022-2025, afin de remplacer l'ancien programme qui arrive à expiration.

Entrée en vigueur du prix minimum sur les boissons alcoolisées au 4 Janvier 2022

A compter du 4 Janvier 2022, l'Irlande applique un prix minimum de 0,10 € par unité d'alcool à toutes les boissons alcoolisées commercialisées sur son territoire. Le prix minimum se calcule à partir du volume en mL multiplié par le degré

alcoolique, la densité d'alcool et le prix de 0,10 € pas unité d'alcool.

Le nombre de bateaux de pêche en mer est resté quasiment stable en Irlande en 2020.

Le nombre de bateaux de pêche en mer enregistrés dans la flotte irlandaise n'a que très légèrement diminué en 2020, malgré la crise COVID-19. Selon le [rapport annuel](#) de 2020 de l'autorité chargée de l'octroi des licences pour les bateaux de pêche en mer, le nombre total de bateaux de pêche en mer enregistrés était de 1 998, soit une baisse de 0,3 % par rapport à 2019.

Le ministre de l'Agriculture, Charlie McConalogue a écrit le 15 décembre à l'administration chinoise pour demander la levée de l'interdiction des importations de bœuf irlandais.

Après un cas isolé d'encéphalopathie spongiforme bovine atypique en mai 2020, le gouvernement chinois avait interdit les importations de bœuf irlandais. La reconquête du marché chinois fait partie des priorités du ministère de l'Agriculture irlandais, et les négociations sont en cours entre les ministres de l'Agriculture et les ministres des Affaires étrangères des deux pays.

Bord Bia lance des campagnes de promotion des produits irlandais à l'international

Bord Bia mènera trois campagne de 13,4 millions d'euros au total au cours des trois prochaines

années, 9,7 M€ provenant de financements européens et 3,7 M€ de Bord Bia et de l'industrie. Une première campagne fera la promotion des produits laitiers au Japon, en Malaisie, au Vietnam, en Thaïlande et aux Philippines, la deuxième campagne s'adressera aux acheteurs professionnels pour promouvoir l'agneau et le bœuf irlandais en Chine, au Japon, en Corée du Sud et aux États-Unis. La troisième campagne promotionnelle sera déployée en France et en Belgique avec les agences partenaires Interfel, Freshfel et l'Association interprofessionnelle de la banane, et vise à promouvoir les fruits et légumes auprès des 25-40 ans. Les campagnes de promotion commenceront en 2022.

Les travaux du Parlement européen sur des restrictions du transport des animaux inquiètent les éleveurs irlandais.

Les travaux de la commission d'enquête sur le bien-être animal pendant le transport (COMANIT) touchent à leur fin et pourraient conduire à proposer l'interdiction du transport des veaux non sevrés de moins de 5 semaines et d'animaux dans le dernier mois de gestation. Si ces mesures étaient mises en place, elles remettraient en question les exportations actuelles irlandaises qui représentent chaque printemps plus de 120 000 veaux issus de la filière laitière. L'eurodéputé Billy Kelleher appelle les autres députés européens à voter massivement contre cette interdiction, tandis que les syndicats agricoles se montrent inquiets. Bord Bia déclare explorer les marchés potentiels pour les veaux sevrés plus âgés, comme alternative au commerce des veaux non sevrés.

Le gouvernement irlandais a soumis à la Commission son projet de Plan Stratégique National dans le cadre de la nouvelle PAC.

Après deux consultations publiques en juillet/août et octobre/novembre 2021, le ministre de l'agriculture irlandais a finalisé son [Plan Stratégique National](#) qui a été approuvé par le gouvernement le 21 décembre, et soumis à la Commission européenne avant le 1^{er} janvier 2022.

PAYS-BAS

Le 10 janvier, le Premier ministre Mark Rutte a officiellement signé l'accord formel pour la formation du nouveau gouvernement néerlandais.

Le nouveau cabinet se compose de 29 ministres et notamment plusieurs nouveaux postes pour s'attaquer aux problèmes urgents auxquels les Pays-Bas sont confrontés. Deux ministres se partagent en particulier le portefeuille agricole : **Christianne van der Wal, ministre pour la nature et la pollution azotée** (VVD - ALDE), responsable des thématiques nature et biodiversité, approche intégrée de l'azote, programme national zones rurales, fonds de transition pour l'azote et la nature, commission des forêts et l'agence de gestion des terres agricoles, et **Henk Staghouwer, ministre de l'Agriculture, de la Nature et de l'Alimentation** responsable des thèmes agriculture, horticulture, pêche, qualité des aliments, bien-être et santé des animaux, droits et sécurité des produits alimentaires. L'accord de coalition prévoit notamment la mise en place d'un plan de 25 Md€ sur les 15 prochaines années destiné à accompagner la transition des agriculteurs avec des cibles ambitieuses de réduction des émissions azote.

L'épidémie de grippe aviaire se poursuit avec encore 6 cas détectés en élevage en décembre et janvier.

Les Pays-Bas comptent 11 foyers depuis le début de l'épidémie. Le dernier cas en date du 13 janvier a été détecté à Nieuwerbrug dans un petit

élevage de canards. Les cas détectés dans la faune sauvage sont également nombreux.

Pour suivre l'évolution de l'épidémie aux Pays-Bas : [Vogelgriep | Rijksoverheid.nl](https://vogelgriep.rijksoverheid.nl)

Le syndicat de l'horticulture sous serre aux Pays-Bas attire l'attention sur l'impact des prix élevés du gaz.

Les producteurs néerlandais se disent inquiets en difficulté en raison de la hausse des prix de l'énergie et seraient contraints de limiter leur production qui n'est désormais plus rentable pour eux. Le président de *Glastuinbouw Nederland* souligne que les prix sont non seulement extrêmement élevés, mais fluctuent également fortement. Le secteur de l'horticulture sous serre est en effet fortement dépendant du gaz.

Malgré une baisse générale des exportations néerlandaises vers le Royaume-Uni, les exportations agricoles néerlandaises atteignent des records en 2021.

L'agence des statistiques néerlandaise (CBS) a récemment publié [un rapport](#) sur les chocs exogènes, notamment le Brexit. L'économie néerlandaise a rebondi en moyenne plus rapidement que l'économie britannique. Au cours de la période étudiée (2015-2021), la contribution relative du commerce avec le Royaume-Uni a diminué plus fortement que le commerce avec les autres pays partenaires. La part du Royaume-Uni dans le total des importations néerlandaises est passée d'environ 5 % en 2015 à 4 % en 2021. S'agissant des

exportations, la part du Royaume-Uni est passée d'environ 8 à 7 %.

Concernant les produits agricoles, un [rapport](#) de l'université de Wageningen indique qu'en 2021, les valeurs des exportations ont atteint le chiffre record de 105 milliards d'euros (+ 9% par rapport à 2020). Ces exportations sont principalement destinées à l'Allemagne (25%), la Belgique (12 %), la France et le Royaume-Uni (8 % chacun). Alors que la valeur des exportations de produits agricoles vers la France a augmenté de 14 % en 2021 par rapport à 2020, les exportations vers le Royaume-Uni ont à peine augmenté (0,4 %), principalement en raison d'une diminution substantielle (35%) de la réexportation de produits agricoles.

Développement de bases de données connectées pour faciliter les formalités d'exportation vers la Grande-Bretagne

Afin de faciliter les démarches d'exportation vers le Royaume-Uni, un nouveau service a été développé, appelé Quay Connect, afin d'offrir un échange automatique et sécurisé d'informations (blockchain) avec les autorités douanières dans les ports du Royaume-Uni. Quay Connect a été initié par Blocklab et développé en collaboration avec Azarc et British Telecom. Ces derniers mois, Quay Connect a été testé par ABC Logistics et GroentenFruit Huis.

Il est prévu que ce système soit relié ensuite au système Port Community System Portbase (sorte d'équivalent du SI Brexit, développé par les ports néerlandais). Cela pourrait permettre de minimiser la saisie des données et les temps de traitements des formalités administratives pour exporter vers la Grande-Bretagne.

D'après une étude de Bionext, les consommateurs sont prêts à payer un prix supplémentaire pour les produits bio.

Une étude menée par le Future of Food Institute, à la demande de Bionext (organisation néerlandaise qui promeut le développement de l'agriculture biologique) a montré qu'après avoir expliqué ce qu'était le bio, la proportion de consommateurs enclins à acheter des produits bio passait de 52% à 75%, preuve selon Bionext que les consommateurs doivent comprendre la valeur de ce qu'ils achètent pour accepter de payer un prix plus élevé. L'argument le plus convaincant pour que les participants à la recherche optent pour le bio est l'absence d'utilisation de pesticide, ensuite le bien-être animal, et en 3ème position l'absence de colorants ou d'arômes artificiels. 56% des interrogés par l'étude déclaraient ne pas vraiment connaître la différence entre les produits biologiques et classiques.

Les Pays-Bas ont transmis leur projet de Plan Stratégique National à la Commission, en parallèle du lancement d'une consultation publique

Un projet de Plan Stratégique National a été soumis à la Commission européenne avant le 1^{er} janvier. En parallèle, le projet de PSN et un rapport d'impact sur l'environnement ont été soumis à une [consultation](#) publique qui s'étend du 22 décembre 2021 au 1^{er} février 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international